



NOUVELLE-AQUITAINE

Comprendre la dynamique de la rénovation énergétique des logements

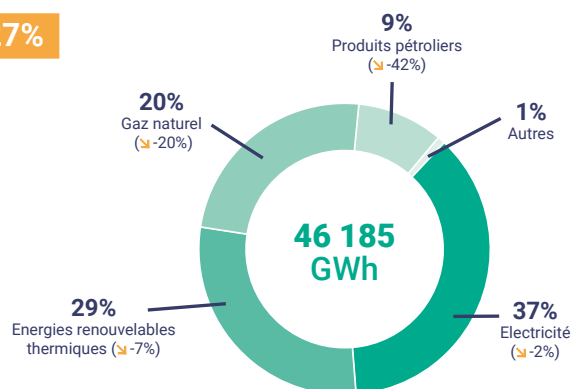
SEPTEMBRE 2022

Consommation d'énergie des logements

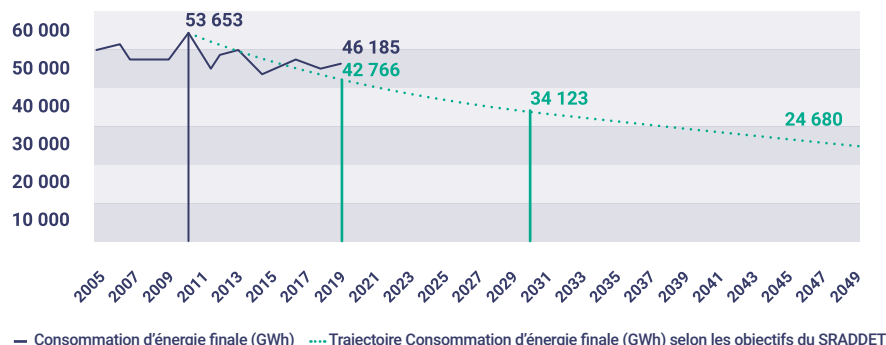
Quelle trajectoire pour le résidentiel ?

En 2019, le secteur résidentiel représente 27% de la consommation d'énergie finale* en Nouvelle-Aquitaine

À climat réel, l'ensemble des consommations de chaque vecteur a diminué entre 2010 et 2019.



Entre 2010 et 2019, le mix énergétique du secteur résidentiel évolue et la consommation énergétique diminue de 14%. Les données disponibles mettent en avant que les consommations énergétiques du secteur sont sensibles à la rigueur climatique.



Pour atteindre les objectifs du SRADDET* en 2050, la consommation énergétique du secteur résidentiel doit diminuer de 47% par rapport à la consommation énergétique actuelle.

*Energie finale : énergie utilisée par le consommateur (après transformation et transport)

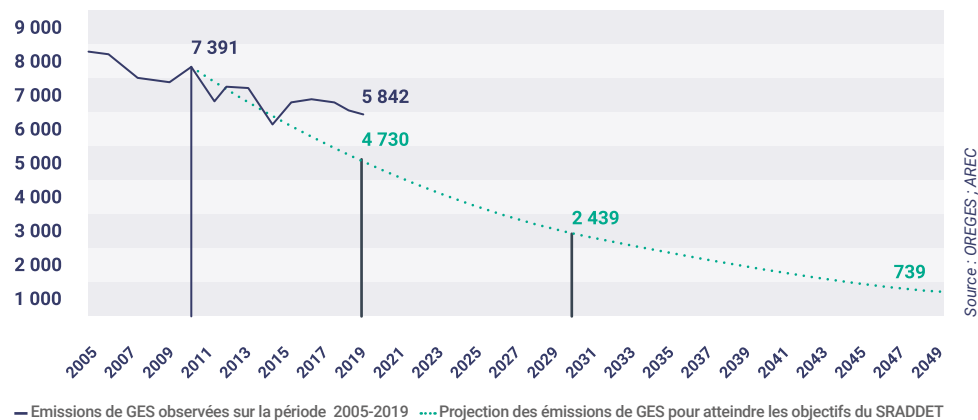
*SRADDET : Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires est un schéma régional de planification stratégique et prescriptif qui a pour ambition de réussir collectivement les transitions écologiques, climatiques, sociales, économiques ou agricoles.

Gaz à effet de serre (GES)

Quelle évolution des émissions ?

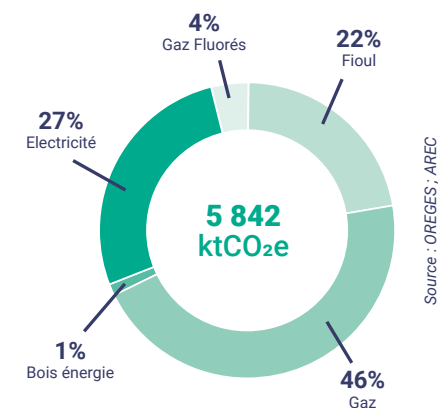
En 2019, le secteur résidentiel représente 11% des émissions de GES en Nouvelle-Aquitaine

Les émissions de GES du secteur résidentiel diminuent de façon prononcée grâce au remplacement des énergies carbonées (produits pétroliers...) par des énergies moins carbonées (électricité, bois...).



Entre 2010 et 2019, les émissions de GES du secteur résidentiel ont diminué de 21%.

Les émissions de GES énergétiques représentent 96% des émissions globales du secteur. Ainsi, 68% des émissions de GES proviennent des énergies fossiles (fioul, gaz naturel et gaz propane), 27% de l'électricité et 1% des énergies renouvelables. Les émissions de GES non énergétiques proviennent des fluides frigorigènes nécessaires à la production de froid (climatisation, réfrigération...).



Pour atteindre les objectifs du SRADDET à horizon 2050, les émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel doivent diminuer de 87% par rapport aux émissions actuelles.

Parc de logements

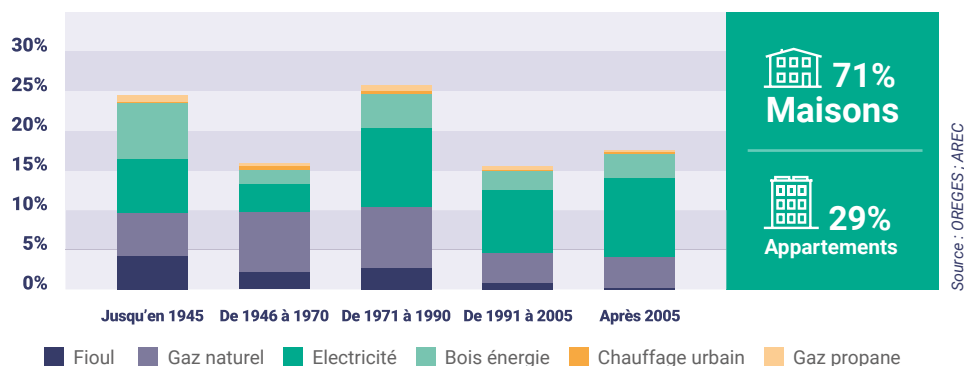
Quelles sont les spécificités du parc néo aquitain ?

**3,5 millions de logements en Nouvelle-Aquitaine,
dont 2,8 millions de résidences principales**

Plus de 40% des logements ont été construits avant 1970, cela représente plus de 1,1 million de logements en Nouvelle-Aquitaine. La mise en place des réglementations thermiques à partir de 1974, a permis l'amélioration de la performance énergétique des logements.

Pour les logements construits récemment, le fioul n'est plus installé comme énergie principale de chauffage, au profit de l'électricité, du gaz et du bois énergie.

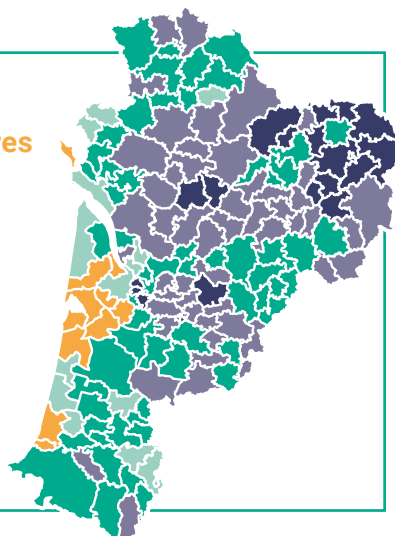
Part des logements selon la période de construction et l'énergie principale de chauffage :



La part de logements anciens est plus importante dans les territoires au nord-est de la région, par rapport à ceux proches du littoral.

Les logements anciens (construits avant 1970), en plus d'être ceux les plus souvent chauffés au fioul, sont souvent plus grands et moins bien isolés. Ces logements doivent donc être rénovés en priorité.

Moins de 25% De 25 à 35% De 35 à 50%
De 50 à 60% Plus de 60%

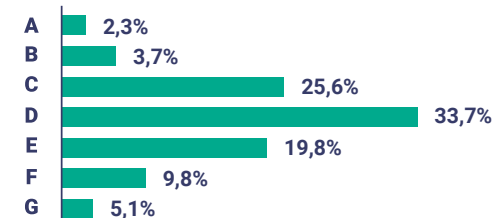


Diagnostics de performance énergétique (DPE)

Performance énergétique : où en est le parc de logements ?

**Les passoires énergétiques
représentent 15%
des résidences principales
(étiquettes énergétiques
« F » ou « G »)**

Répartition des logements selon l'étiquette énergétique en Nouvelle-Aquitaine :

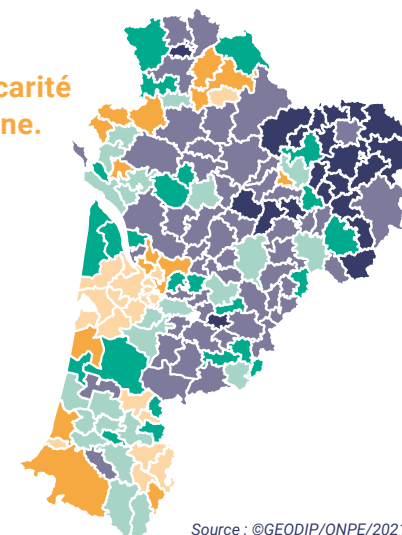


Source : Fidéli 2020 ; base des DPE décembre 2021-mars 2022 de l'Ademe. Calculs SDES

**Plus de 430 000 ménages
(15,5%) sont en situation de précarité
énergétique en Nouvelle-Aquitaine.**

« Est en précarité énergétique, une personne qui éprouve dans son logement, des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. »

Moins de 12% De 12 à 15%
De 15 à 18% De 18 à 20%
De 20 à 24% Plus de 24%



La part des ménages exposés à la précarité énergétique est variable selon les territoires, car les caractéristiques des logements et les situations socio-économiques des ménages diffèrent d'un territoire à l'autre et selon le climat.

L'objectif du SRADET de suppression des passoires énergétiques à horizon 2025 justifie l'accompagnement des ménages les plus modestes dans la rénovation de leur logement.

Accompagnement des ménages

Quels sont les dispositifs en place en Nouvelle-Aquitaine ?

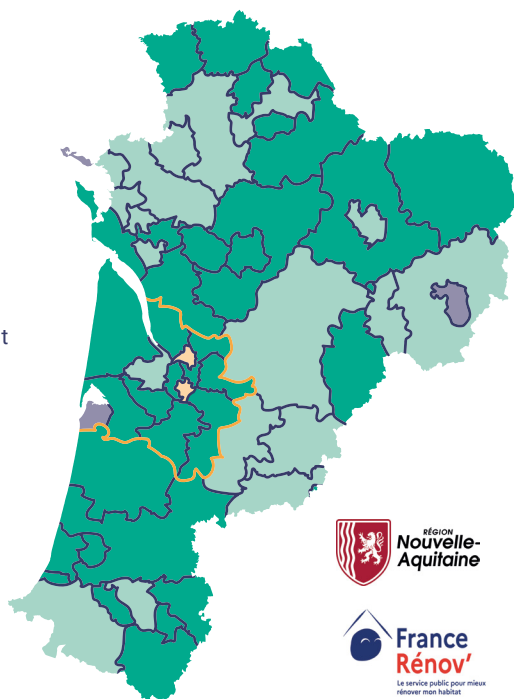
Les espaces conseil France Rénov'

Des plateformes de la rénovation énergétique au service des ménages néo aquitains, des conseillers qui délivrent des conseils personnalisés, neutres et gratuits.

Réseau des espaces conseil France Rénov' au 09/02/2022

En 2021, la Région, en partenariat avec l'État et ses agences, l'ADEME et l'ANAH, ont piloté le déploiement d'un réseau régional de Plateformes de la rénovation énergétique, portées localement par les Collectivités territoriales. Le financement est assuré par la Région, les Collectivités territoriales et le programme CEE SARE (Certificats d'économie d'énergie - service d'accompagnement pour la rénovation énergétique).

Les Plateformes de la rénovation énergétique France Rénov' sont désormais déployées sur la quasi-totalité du territoire. Leurs missions sont d'informer, d'animer et de mobiliser les propriétaires occupants, bailleurs, syndics de copropriétés et professionnels du Bâtiment afin de mener des travaux de rénovation énergétique globale.



- Plateformes de la rénovation énergétique
- Service public minimal proposé - non assuré par l'EPCI
- Plateforme pour les copropriétés en Gironde
- Hors service public de l'Appel à manifestation d'intérêt de la Région
- Plateforme de la rénovation énergétique avec mission optionnelle retenue « Copropriétés »
- Limite des périmètres géographiques

www.renovation-nouvelleaquitaine.fr - france-renov.gouv.fr

Source : Direction de l'intelligence territoriale et de la prospective, Pôle Data ; Région NA ; au 09/02/2022

Orienter les ménages vers des rénovations performantes :
les conseillers des Plateformes ont accompagné
près de 48 000 ménages en 2021

La sollicitation des Plateformes pour l'année 2021 est significative : près de 48 000 foyers ont bénéficié de 71 100 conseils/accompagnements en 2021.

L'accompagnement est décomposé en trois niveaux :

- **Information de 1^{er} niveau (68% des conseils/accompagnements)**
Il s'agit d'une information générique simple sur les aspects techniques, financiers, juridiques, pour toutes les interrogations que peuvent avoir les porteurs de projets ;
- **Conseil personnalisé (30% des conseils/accompagnements)**
L'accompagnement se matérialise par un conseil personnalisé, répondant aux spécificités de chaque projet ;
- **Accompagnement à la rénovation globale (2% des conseils/accompagnement)**
Il s'agit d'un accompagnement à la rénovation globale et performante (au moins 35% de gain énergétique). Il intègre une approche « sur-mesure » et une étude plus poussée de chaque réhabilitation. Il porte sur les phases amont du chantier.

Dans le cadre de leur accompagnement, une Plateforme peut aussi conseiller à un ménage la réalisation d'un audit énergétique, un accompagnement dans la réalisation du chantier, voire de faire appel à une maîtrise d'œuvre. En Nouvelle-Aquitaine, il s'agit alors de prestations privées, payantes, réalisées par les prestataires choisis par le ménage.

À partir de 2023, les ménages pourront s'appuyer sur Mon Accompagnateur Rénov' pour les accompagner tout au long de projets de travaux de rénovation énergétique ambitieux. Les espaces conseil pourront être Accompagnateur Rénov'.

Nombre de ménages bénéficiaires en 2021	
Charente	1 865
Charente-Maritime	5 908
Corrèze	1 723
Creuse	4 126
Dordogne	2 676
Gironde	8 876
Landes	2 986
Lot-et-Garonne	3 692
Pyrénées-Atlantiques	5 317
Deux-Sèvres	4 677
Vienne	4 007
Haute-Vienne	2 079
Nouvelle-Aquitaine	47 934

Source : Région NA

Les ménages modestes bénéficient d'un accompagnement global spécifique pour la rénovation énergétique performante de leur logement, notamment dans le cadre des programmes animés*.

En 2021, 5 162 ménages (propriétaires occupants et propriétaires bailleurs) ont été accompagnés.

* : Il s'agit d'une action concertée entre l'Etat, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et une ou plusieurs collectivités plusieurs collectivités. L'objectif est la réhabilitation de l'habitat privé ancien par l'accord d'aides financières aux propriétaires ou aux syndicats de copropriétés sous certaines conditions, ainsi qu'un accompagnement spécifique. Ces opérations portent sur la réhabilitation de quartiers ou centres urbains anciens, de bourgs ruraux dévitalisés, de copropriétés dégradées, d'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapées. 86 Opérations programmées et Programme d'intérêt général sur la Nouvelle-Aquitaine sont en cours fin 2021.

Source : DREAL NA ; Anah

Dispositifs d'aides financières à la rénovation énergétique

Quels leviers pour la rénovation énergétique des logements ?

Outre l'accompagnement des ménages,
de nombreux autres leviers sont mis en place

Pour favoriser la rénovation énergétique des logements, les pouvoirs publics mettent en place différents dispositifs d'aides.

Des rénovations énergétiques sont également réalisées sans faire appel à un dispositif d'aide ou en auto-rénovation.



Des aides nationales

- MaPrimeRénov'
- MaPrimeRénov' Sérénité
- MaPrimeRénov' Copropriété
- Certificats d'économie d'énergie (CEE)
- ...



Des prêts à taux réduit

- Éco prêt à taux zéro (éco-PTZ)
- Prêt à taux zéro (PTZ) dans l'ancien
- Éco prêt logement social (éco-PLS)
- ...



Des dispositifs régionaux / territoriaux spécifiques

- Caisse d'avance pour la rénovation thermique et la transition énergétique (CARTTE)
- De nombreuses aides, développées à l'échelle d'une commune, d'un EPCI... ou dans le cadre d'appels à projets spécifiques

Les principaux dispositifs en bref :

MaPrimeRenov' succède au Crédit d'impôt transition énergétique ainsi qu'à l'aide de l'Anah « Habiter mieux Agilité ». MaPrimeRenov' est accessible à l'ensemble des propriétaires (mais l'accompagnement financier varie selon les revenus).

MaPrimeRenov' Sérénité est un dispositif de l'Anah (Agence nationale de l'habitat) accessible sous conditions de ressources. Il finance un bouquet de travaux qui doivent permettre un gain énergétique d'au moins 35%.

Les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) reposent sur une obligation de réalisation d'économie d'énergie « imposée » par les pouvoirs publics aux fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, fioul, carburants...) appelés les « obligés ». Ceux-ci doivent promouvoir des actions efficaces d'économie d'énergie auprès des consommateurs (ménages, professionnels, collectivités).

L'éco prêt à taux zéro (éco-PTZ) permet de financer des travaux de rénovation énergétique des logements (actions seules ou bouquets de travaux).

Le Prêt à taux zéro (PTZ) dans l'ancien concerne des opérations d'acquisition dans l'ancien sous quotité de travaux (au moins 25% du coût total de l'opération).

L'éco prêt logement social (éco-PLS) est proposé par la Banque des territoires. Il peut être contracté par les bailleurs sociaux pour des opérations de rénovation énergétique des logements les plus éligibles (DPE classés D à G) sous conditions.

Les appels à projet de la Région peuvent venir soutenir, sous conditions, des opérations groupées de rénovation énergétique d'habitat individuel privé, la rénovation énergétique globale et performante de copropriétés, la rénovation énergétique de logements sociaux.

La Caisse d'avance pour la rénovation thermique et la transition énergétique (CARTTE), portée par le réseau PROCIVIS régional, propose une avance gratuite des aides publiques de l'Anah et des collectivités pour les propriétaires occupants éligibles, principalement des ménages aux revenus modestes.

En 2021, les principaux dispositifs mobilisés sont

MaPrimeRénov' et Habiter Mieux de l'Anah

MaPrimeRénov' (MPR)

71 598	ménages bénéficiaires en 2021
334 M€	primes versées dont 214 M€ de MPR et 119 M€ de CEE
711 M€	de travaux

- Accessible à tous, le montant des aides est modulé en fonction des revenus des foyers.
- 13% de bouquets de travaux et 87% d'actions seules.

Habiter Mieux de l'Anah*

5 325	ménages bénéficiaires en 2021
76 M€	primes versées
150 M€	de travaux

- A destination des ménages « modestes » et « très modestes ».
- Pour des rénovations de logements justifiant d'au moins 35% de gains énergétiques.
- 49% de gains énergétiques moyens en 2021 et 45% de sorties de passoires énergétiques.

* : ce dispositif est renommé MaPrimeRénov' Sérénité en 2022.

Source : traitement CERC NA ; DREAL NA

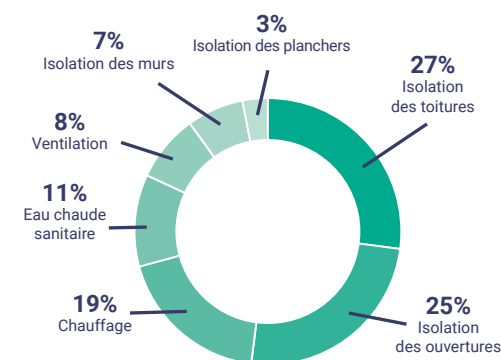
Les travaux d'isolation prioritairement ciblés par les ménages, peu de rénovations globales

Plus de 60% des travaux réalisés concernent l'isolation du bâti*.

Les ménages font plutôt réaliser des travaux dans leur logement sur un seul poste (action seule). La majorité des rénovations se fait donc progressivement (« élément par élément ») ou par « petits bouquets de travaux » sur plusieurs années successives.

* Enquête sur les Travaux de Rénovation Énergétique des Maisons Individuelles ; champ : Nouvelle-Aquitaine, maisons individuelles ayant fait l'objet de travaux recensés dans le questionnaire Trémi entre 2016 et 2019 et dont au moins un geste s'est terminé en 2019

Source : traitement CERC NA ; enquête Trémi 2020 ; ADEME ; exploitation Energies Demain



Objectifs régionaux (SRADDET – PREE*) : Rénovation de 120 000 logements par an entre 2019 et 2025 puis 100 000 logements par an entre 2026 et 2050

* : Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et le Programme régional pour l'efficacité énergétique (PREE) visent à la fois des objectifs de massification de la rénovation des logements, d'efficacité et de performance des travaux réalisés, de résorption des passoires thermiques et de lutte contre la précarité énergétique.

Offre de travaux

Quelles sont les caractéristiques des entreprises du Bâtiment ?

Plus de 60 000 entreprises du Bâtiment



24%

Gros œuvre

Maçonnerie, construction de bâtiments, travaux de démolition...



34%

Second œuvre technique

Installations des fluides (électricité, eau, gaz, équipements thermiques / clim.), travaux d'isolation, de charpente, d'étanchéification et de couverture.

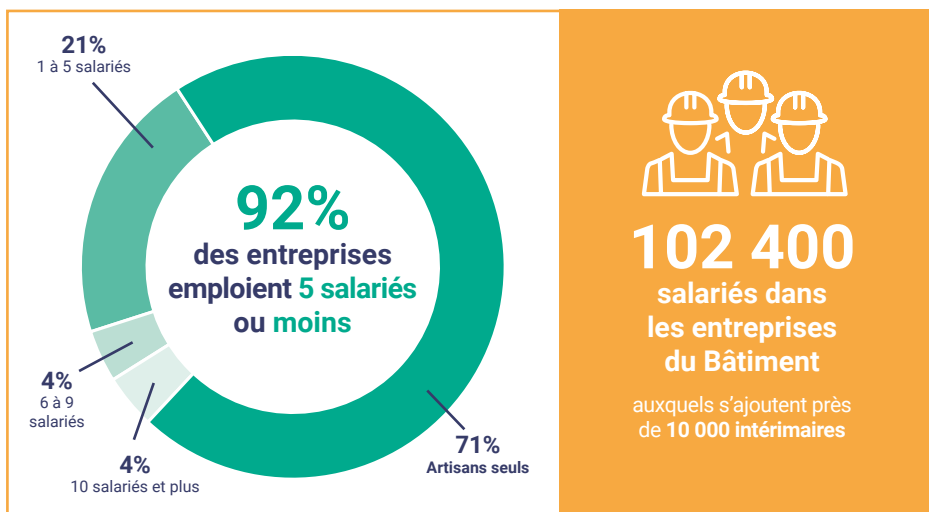


42%

Second œuvre aménagement, finitions

Plâtrerie, menuiseries, revêtements des sols et murs, peinture et vitrerie.

Source : traitement CERC NA ; INSEE, Sirene données définitives au 31/12/2019



Source : traitement CERC NA ; Accoss Urssaf ; UCF ; DARES

Source : traitement CERC NA ; INSEE, Sirene données définitives au 31/12/2019

En 2020, la rénovation des logements représente 40% de l'activité des entreprises du Bâtiment, soit 4,3 milliards d'€.

Le chiffre d'affaires total des entreprises du Bâtiment s'élève à 11 milliards d'€ en 2020.

Source : CERC NA

Les entreprises et la rénovation énergétique

Comment les entreprises développent une offre de qualité ?

6 724 entreprises « Reconnu garant de l'environnement » (RGE)

réparties sur le territoire pour la réalisation des travaux

La qualité des travaux est essentielle pour l'atteinte des objectifs de performance énergétique.

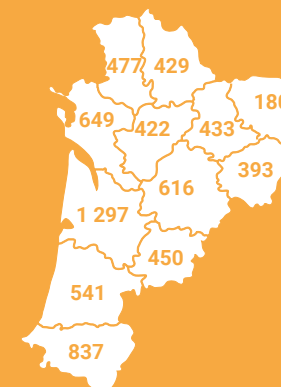
Les travaux de rénovation énergétique doivent être mis en œuvre par des entreprises du Bâtiment disposant de la mention RGE pour bénéficier des différents dispositifs d'aides financières.

Pour devenir RGE « travaux », une entreprise doit :

- Former ses collaborateurs : au moins un référent technique formé ;
- Obtenir une qualification délivrée par un organisme certificateur et attester notamment d'éléments légaux, administratifs, juridiques, financiers, humains, techniques (références de chantier et moyens matériels).
- Un audit de réalisation est réalisé sur chantier dans un délai de deux ans. Il vise à vérifier la conformité des travaux aux règles de l'art.

La maîtrise d'œuvre joue également un rôle essentiel, 214 bureaux d'études et économistes de la construction sont qualifiés RGE « études » en 2021 en Nouvelle-Aquitaine.

Nombre d'entreprises RGE « travaux »



Données au 30/09/2021
Source : traitement CERC NA ; DHUP

Enquête Trémi 2020 Nouvelle-Aquitaine

Plus de 80% des ménages se déclarent satisfaits des artisans ou entreprises ayant réalisé des travaux dans leur logement.

À géré correctement les travaux qui se sont bien déroulés :

83% 4% 13%

À eu un rôle de conseil efficace pour ces travaux :

70% 8% 22%

■ Très bien / Bien ■ Mal / Très mal ■ Ne se prononce pas

Source : traitement CERC NA, enquête Trémi 2020, exploitation Energies Demain
Champ : Nouvelle-Aquitaine, maisons individuelles ayant fait l'objet de travaux recensés dans le questionnaire TREMI entre 2016 et 2019 et dont au moins un geste s'est terminé en 2019

Cette publication est le fruit d'un partenariat entre la Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC) Nouvelle-Aquitaine et l'Agence Régionale d'évaluation Environnementale et Climat. En s'appuyant sur l'expertise de ces deux observatoires régionaux, l'objectif est d'appréhender la dynamique de la rénovation énergétique des logements en Nouvelle-Aquitaine. Des bilans complets et précis sont disponibles pour compléter ce document synthétique.



Bureau de Limoges :

2 allée Duke Ellington,
87067 LIMOGES
05.55.11.21.50

Bureau de Bordeaux :

1 bis avenue de Chavaillès,
33520 BRUGES
05.47.47.62.43

La Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC)

Nouvelle-Aquitaine est un observatoire économique qui rassemble les acteurs publics et privés de l'acte de construire au niveau régional : Conseil Régional, DREAL Nouvelle-Aquitaine, ADEME, organisations professionnelles, organismes financiers et d'assurance, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, formation...

Son objectif est le développement d'une expertise locale sur la filière construction pour apporter des outils d'aide à la décision de qualité à l'ensemble de ses partenaires publics et des professionnels de la région. La CERC réalise des travaux d'observation sur des thématiques spécifiques à la filière construction : conjoncture, perspectives d'activité, emploi & formation, transition énergétique et bâtiment durable, économie circulaire et déchets du BTP, matériaux de construction, travaux publics et infrastructures durables, etc.

nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr | www.cerc-na.fr | www.cerc-actu.com



60 rue Jean-Jaurès - CS90452,
86011 POITIERS CEDEX
05.49.30.31.57

L'AREC, l'Agence Régionale d'évaluation Environnement et Climat a pour objet d'accompagner les politiques de transition énergétique, économie circulaire et lutte contre les changements climatiques de Nouvelle-Aquitaine, par l'observation et le suivi dans les domaines suivants :

- énergie (production et consommation, énergies renouvelables),
- émissions de gaz à effet de serre,
- ressources (biomasse...) et déchets.

Ces missions sont mises en œuvre auprès des porteurs de politiques publiques, des collectivités locales et territoriales, des acteurs socio-économiques et professionnels et des associations de la Nouvelle-Aquitaine.

En particulier, l'agence assure l'animation et la réalisation des travaux des dispositifs régionaux d'observation en matière d'énergie, de gaz à effet de serre, de biomasse et de déchets.

De statut associatif, l'AREC est financée majoritairement par l'ADEME et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine.

info@arec-na.com | www.arec-nouvelleaquitaine.com | [@AREC_NA](https://twitter.com/AREC_NA)